



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
HEIDELBERG

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 13 (1985)

DOI: 10.11588/fr.1985.0.52116

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

HERMAN LEBOVICS

LA GRANDE DÉPRESSION: AUX ORIGINES D'UN NOUVEAU CONSERVATISME FRANÇAIS, 1880-1896

Une fois que le processus d'industrialisation d'un pays commence à ébranler les anciennes institutions et les principes ancestraux de la nation, son développement économique et politique connaît une phase où la paix sociale est menacée*. Les anciens dirigeants de l'état et de la société ne parviennent plus à bénéficier d'un soutien suffisant pour gouverner, mais demeurent assez puissants pour s'opposer aux changements, tandis qu'une nouvelle couche politique n'a pas encore acquis suffisamment d'expérience pour gouverner avec autorité. En de telles périodes, les chances qu'ont de petits groupes extrémistes de perturber de manière efficace l'ordre social existant sont les plus fortes, et plus important encore, ces groupes sont généralement perçus comme étant extrêmement dangereux, à la fois par l'élite au pouvoir et par celle qui la remplacera¹.

La Guerre Civile aux Etats-Unis a marqué une telle phase d'une manière particulièrement sanguinaire. En ce qui concerne l'Allemagne prussienne, ce fut l'époque de Bismarck. La France connut un tournant semblable durant les dernières années de la Grande Dépression de 1873-1896. Le passage à une société plus urbaine et plus industrielle à l'intérieur d'un système politique encore fragile requiert une nouvelle façon de gouverner ou une coalition des pouvoirs. Dans la jeune Allemagne, déchirée par la dépression économique, les grands propriétaires terriens et les industriels conclurent le pacte infâme du Fer et du Seigle². Dans la France républicaine, les

* Je tiens à remercier Richard Kuisel, Jacqueline de Weulf, ainsi qu'Hélène Volat-Shapiro pour l'aide qu'ils m'ont apportée dans la préparation de cet article.

1 Outre Barrington MOORE, Jr. dans: *Social Origins of Dictatorship and Democracy: Lord and Peasant in the Making of the Modern World*, Boston 1966, particulièrement pp. 40-110, 413 ff., les analyses pénétrantes de Samuel P. HUNTINGTON dans: *Political Order in Changing Societies*, New Haven, London 1968, surtout pp. 93 ff., 264 ff., 344 ff. m'ont amené à réfléchir sur la question des rapports entre la paix sociale et l'établissement de l'Etat tels que je les ai indiqués dans cet article. Pour mes pensées préliminaires sur la problématique de la transformation sociale ou de la résistance à son égard, voir mon article *The United States Suggests Land-Reform*, dans: *Cross Currents* 33 (1983) pp. 52-60.

2 Les premiers travaux importants sur cette alliance sont d'Alexander GERSCHENKRON, *Bread and Democracy*, New York 1969; Eckhart KEHR, *Der Primat der Innenpolitik. Gesammelte Aufsätze zur preussisch-deutschen Sozialgeschichte im 19. und 20. Jahrhundert*, éd. par Hans-Ulrich WEHLER, 2^{ème} éd., Berlin 1970; et idem, *Battleship Building and Party Politics in Germany, 1894-1901*, éd. et traduit par P. R. et E. N. Anderson, Chicago 1975. Parmi les études les plus récentes, on peut citer Kenneth D. BARKIN, *The Controversy over German Industrialization, 1890-1902*, Chicago 1970; Winfried BAUMGART, *Deutschland im Zeitalter des Imperialismus, 1890-1914. Grundkräfte, Thesen und Strukturen*, Frankfurt, Berlin, Vienne 1972, pp. 166-77; Hans-Ulrich WEHLER, *Das Deutsche Kaiserreich, 1871-1918*, Göttingen 1973, pp. 19-59 et ailleurs; et ma propre étude »Agrarians« versus »Industriali-

partenaires de la coalition du fer, du coton et du blé furent peut-être moins féroces mais non moins résolus à contrôler le système socio-économique et à l'appuyer par le pouvoir politique. Dans les deux cas, les alliés potentiels tombèrent d'accord pour se faire les défenseurs de nouveaux et importants tarifs douaniers destinés tout d'abord à protéger toutes les composantes d'une soi-disant production nationale de la ruine économique et d'une perte d'influence politique.

Dans les années 1880 et en 1892, le corps législatif de la Troisième République vota des tarifs protectionnistes sur des produits agricoles tels que le blé, la viande et le sucre de betterave, et également sur des produits industriels comme les cotonnades et le fer³. Les industriels n'avaient cessé de faire pression pour obtenir des changements tarifaires depuis la période de l'empire libéral de Napoléon III, mais ils avaient échoué à mettre un terme à ce qu'ils considéraient comme les horreurs du libre échange. Les hommes qui dominèrent la République après la défaite du régime impérial ne leur apportèrent pas davantage de repos. Ce n'est qu'au cours des années qui suivirent 1882, au plus profond de la dépression économique, et en réponse au double besoin de rétablir la République et de pacifier une classe ouvrière qui reprenait de l'assurance dans les provinces, que les industriels et leurs alliés purent orienter la politique commerciale française dans une direction protectionniste.

Dans cet exposé, je soutiendrai qu'une nouvelle alliance conservatrice, composée d'industriels et de producteurs, qui allait léguer à la Troisième République son conservatisme social, naquit des négociations sur les tarifs douaniers ainsi que des formes de collaboration qui en résultèrent. De plus, je suggérerai que l'alliance conservatrice se forma en réponse d'une part, aux dangers d'une dépression économique à long terme, profonde et inquiétante allant des années 1880 à 1896, et d'autre part à l'agitation paysanne et au militantisme croissant – s'exprimant par des grèves, des émeutes et de nouvelles formes d'organisation – de ceux qui travaillaient pour ces mêmes industriels protectionnistes. A l'appui de ma démonstration, j'examinerai d'abord la fragilité de l'existence de la Troisième République dans ses vingt premières années. Je parlerai ensuite des caractéristiques de la Grande Dépression qui s'abattit sur la France – mais aussi sur le reste de l'Europe – dans les années 1873–1896. Après avoir examiné le rôle protecteur – selon industriels et producteurs – des tarifs douaniers dans le contexte de la dépression, je conclurai en montrant comment le nouveau conservatisme apparut en France pour créer la société stable, sinon immobile, des décades ultérieures.

Au cours de mon exposé, il devrait apparaître que je suis redevable à Stanley Hoffmann et à Michel Crozier pour leur grands travaux de synthèse, bien que mon point de vue diverge du leur. La France devint en effet à la fin du dix-neuvième siècle, «une société bloquée», comme ils le prétendent. Toutefois, Hoffmann et Crozier ont recherché les origines de l'immobilisme de la France ou de la société bloquée dans des

zers« dans: *International Review of Social History* 12 (1967) pp. 31–65 qui souligne l'intérêt des conservateurs allemands pour l'inclusion du *Mittelstand* dans l'alliance.

3 L'excellente étude de Michael S. SMITH, *Tariff Reform in France, 1860–1900: The Politics of Economic Interest*, Ithaca et London 1980, pp. 63–114 a traité en détail des multiples intérêts réunis dans la cause en faveur des tarifs. Smith insiste sur la résolution des conflits d'intérêts entre les libre-échangistes et les protectionnistes dans l'industrie. Je m'intéresse ici à évaluer le conflit intersyndical au sein des protectionnistes dans l'industrie et l'agriculture.

problèmes spécifiquement français⁴. Ils ne nous ont rien dit du rôle joué soit par les cycles économiques soit par les pressions socio-économiques de la part des concurrents étrangers, ni de celui des ouvriers et paysans français, à la naissance de cet immobilisme de la société républicaine. Si les témoignages que nous possédons aujourd'hui sur l'activité économique française leur avaient été accessibles – témoignages magistralement rassemblés par exemple dans les volumes de l'Histoire économique et sociale de la France – ainsi que la documentation fournie par les études sur d'autres nations européennes (Je pense ici en particulier à Hans Rosenberg et à son école), les ressemblances entre la situation en France et celle d'autres pays d'Europe auraient été plus nettement soulignées. Dans ces aspects importants, la profonde problématique politique de la jeune Troisième République caractérise d'autres renouveaux politiques dans l'Europe de la fin du dix-neuvième siècle.

La Troisième République naquit à la manière des grands bouleversements géologiques à la surface de la terre, qui s'opèrent à la suite de lentes pressions persistantes mais souterraines, pour finalement donner des tremblements de terre et de nouvelles poussées de terrain. La guerre franco-prussienne et la Commune secouèrent le pays; la République jaillit à la vie. Sa première fondation nécessita presque dix ans de luttes politiques – je fais ici référence aux bouleversements politiques de 1787, 1789, 1815, 1830, 1848, 1850 – la France du dix-neuvième siècle avait été recouverte par les magmas de modes de vie anciens. Dans la décade des années soixante-dix, les flots de lave du monarchisme, du Bonapartisme et du républicanisme s'enchevêtrèrent pour offrir un terrain stable au nouvel ordre systémique. La crise du 16 mai 1877 établit que le gouvernement relèverait directement de l'autorité des parlements; pour le moment, la Chambre des Députés rejetait l'autorité royale des Conservateurs démoralisés et divisés entre eux. Toutefois, le fait de contrecarrer les monarchistes ne réglait pas la question de savoir qui régnait en France. Car les hommes d'affaires, les fabricants et les hommes de loi de province qui avaient été sommés par Léon Gambetta de diriger la France, n'étaient ni prêts, ni capables de gouverner la jeune République. Ils étaient cependant tout à fait prêts à exploiter les nouvelles possibilités de s'enrichir, amenées par l'essor des chemins de fer, l'empire colonial et les faveurs attribuées à l'agriculture commerciale sous prétexte d'apaiser la paysannerie⁵. Mais les visions de richesse de ces hommes nouveaux ne s'étendaient pas encore jusqu'aux frontières politiques de la France, et pas davantage à ses possessions extra-territoriales. Leur chefs, en général des hommes de loi avec des contacts dans les affaires, ou des industriels qui partaient faire un tour en politique – les Ferry, les Méline, les Pouyer-Quartier et les Richard Waddington – tentèrent d'initier les nouvelles couches à leur rôle tout neuf de dirigeants de la nation⁶. Mais le processus fut laborieux et connut quelques revers.

Les élections de 1885 doublèrent le nombre des députés monarchistes à la Chambre. Deux cent un des députés des trois cent quatre – vingt – trois députés élus se reconnaissaient comme des hommes de droite. Les conditions économiques empirant à la fois dans les villes et dans les campagnes et pour lesquelles les électeurs portaient le

4 Stanley HOFFMANN, *Paradoxes of the French Political Community*, dans: *In Search of France*, éd. par HOFFMANN, et al., New York 1963, pp. 1-117; Michel CROZIER, *La Société bloquée*, Paris 1970.

5 Sanford ELWITT, *The Making of the Third Republic: Class and Politics in France, 1868-1884*, Baton Rouge 1975, pp. 10, 19-52.

6 Jean ESTÈBE, *Les Ministres de la République, 1871-1814*, Paris 1982, pp. 149-84.

blâme sur les hommes politiques républicains, amenèrent soudain un nouvel appui aux Conservateurs. La Chambre qui en sortit ne pouvait agir; les votes s'étaient portés sur trois blocs politiques – la droite, la gauche et le centre – de force à peu près égale. Cet automne-là, Paul Cambon, républicain résolu et ami de Jules Méline, écrivait à sa femme de la capitale,

»L'impression générale est que la République est au bout de son rouleau. Nous aurons l'an prochain des excès révolutionnaires puis une réaction violente. Qu'en sortira-t-il? Une dictature quelconque, une tyrannie cléricale et sotté.«

Ecrivant le jour suivant à un ami, il se désespérait: »*Il n'y a pas de gouvernement en France*⁷.« Une série de ministères éphémères confirmèrent son pessimisme politique. La formation d'une majorité gouvernementale semblait pour certains une tentative désespérée, vaine pour d'autres. Les mécontents de plusieurs camps – monarchistes, républicains déçus et même des ouvriers, radicalisés à la fois par la difficulté des temps et par la politique républicaine confuse, se tournèrent vers un nouveau Bonaparte, le brave Général Boulanger⁸.

Boulanger s'offrait à la nation, pensant incarner la solution au problème de l'autorité dans un jeune état. Toutefois, son manque de fermeté et sa fuite en Belgique en 1889 le discréditaient en tant qu'héritier du Bonapartisme pour la relève à la direction de l'état en des temps de pouvoir bourgeois, divisé ou incertain. Il est possible qu'il perdit de son audace parce qu'il désespérait de pouvoir former une coalition hégémonique avec tous les groupes en conflit, dont chacun pensait qu'il était porteur de leurs espoirs politiques.

En 1889, les républicains Opportunistes qui bien qu'ayant à la fois contrecarré la solution monarchiste de la dernière décade et repoussé la plus récente solution insurrectionnelle à ce qui était devenu une crise permanente de l'état, avaient encore à trouver leur propre formule de gouvernement. La dépression commerciale persistante et les difficultés économiques des producteurs de blé, de bétail et de vin ordinaire ajoutaient un sentiment d'urgence aux efforts des Opportunistes pour parachever la construction de l'état. Des grèves plus fréquentes et suivies par un plus grand nombre, des syndicats et des parties de la révolte mieux organisés, une désaffection paysanne croissante et le persistant abandon de la terre au profit des villes pour former une population à la fois déracinée et grosse d'éléments perturbateurs pour la paix sociale, tout ceci ajoutait une nouvelle impulsion pour activer le travail de consolidation républicaine. La République avait besoin de chefs; elle avait besoin d'une couche dirigeante unifiée si elle voulait survivre.

Ce n'est qu'en 1893 que les républicains Opportunistes trouvèrent une solution à la crise de l'état français. Les élections cette année-là virent affluer une majorité Opportuniste au pouvoir. Les monarchistes, fussent-ils légitimistes ou Orléanistes, découragés par leurs vains efforts à rétablir la monarchie et contrariés par l'échec du Général Boulanger connurent à la fois un déclin de leurs énergies et de leurs suffrages. Une partie d'entre eux – essentiellement les hommes d'affaires de la modernisation – acceptèrent la République et prirent le nom de »Ralliés«.

⁷ Paul CAMBON, *Correspondance, 1870-1924*, 3 vols., Paris 1940, vol. 1, p. 261.

⁸ Jacques NERÉ, *La Crise industrielle de 1882 et le mouvement boulangiste*. Thèse de doctorat, Paris 1959. Cette étude n'est pas publiée. L'essentiel de sa thèse sur la montée du boulangisme liée à la dépression est contenu dans son ouvrage *Le Boulangisme et la presse*, Paris 1964.

Lorsqu' au cours des années quatre – vingt – dix, les rangs peu disciplinés des Opportunistes se rompirent, les républicains conservateurs purent compter sur l'appui des trente deux députés Ralliés. Ainsi, un nouveau conservatisme était né, composé d'ex-monarchistes (dont un grand nombre portait un titre nobiliaire) et de républicains conservateurs. Ces deux couches politiques jusqu'alors indépendantes fusionnèrent d'une manière sans précédent pour former une coalition gouvernementale.

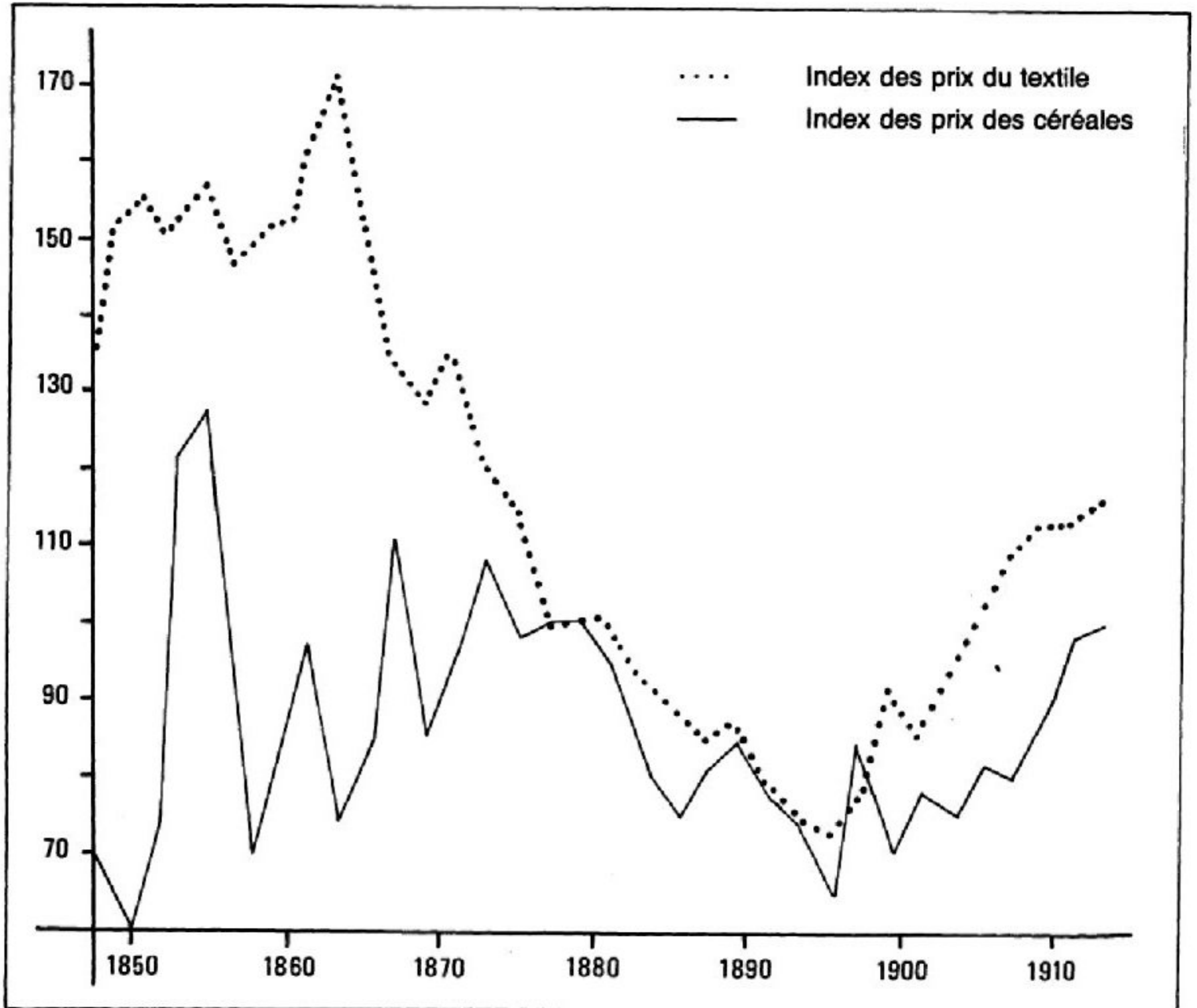
Comment naquit cette union de républicains et de monarchistes qui avaient perdu l'état de grâce? Les conditions difficiles de la Grande Dépression de 1873–1896 qui avaient menacé la stabilité de l'ordre social français pendant plus de vingt ans, persuadèrent en même temps producteurs et industriels d'oublier momentanément leurs vieilles querelles. La dépression économique prodigua ainsi les moyens de garantir la survie d'une république conservatrice. Les débuts de la troisième tentative de gouvernement républicain en France coïncidèrent avec l'irruption de la Grande Dépression. La conclusion d'un tel accord hégémonique entre monarchistes et républicains conservateurs, ce que l'on devrait appeler à juste titre *la seconde fondation* de la République, se fit dans les affres de la dépression. Quant au test capital de la synthèse républicaine, l'Affaire Dreyfus, il se produisit alors que l'atmosphère funèbre de la dépression commençait à s'estomper. Durant ces vingt ans entre les années soixante-dix et les années quatre – vingt-dix, l'activité économique, ou plus précisément, les fluctuations cycliques à l'intérieur de vastes courants de dépression, conditionnèrent les manœuvres politiques des participants à la vie publique de la Troisième République⁹.

Par dessus tout, ces fluctuations économiques jouant sur les préoccupations urgentes, politiques d'abord, sociales ensuite, des industriels comme des producteurs, rendirent possible la conclusion d'une alliance française entre le fer et le blé. Sur cette alliance s'édifia la stabilité républicaine, ce que l'on pourrait appeler *le nouveau conservatisme de la république réinstaurée*.

Les caractéristiques de la dépression qui frappe la France comme d'autres pays industrialisés d'Europe, semblent assez évidentes. Pendant plus de vingt ans, avec des fluctuations mais sans discontinuer, producteurs, industriels et banquiers français souffrirent de la baisse de l'indice des prix, de celle du commerce et des taux d'intérêt. Les années 1882, 1890 et 1896 connurent la chute subite de la production et des prix; ce furent des années de *crise* au sens du dix-neuvième siècle. Les hommes de l'époque furent les témoins de marasmes bancaires et de l'effondrement des cours de la bourse en 1882, ainsi qu'en 1889–1890. Bien que périodiquement il y eut des hausses irrégulières de la production, la tendance générale fut à la baisse pendant plus de vingt ans.

Mais mieux que les grandes courbes de l'économie, le nouveau type de rapport entre les prix industriels et les prix agricoles inauguré par la Grande Dépression permet de comprendre les origines du conservatisme républicain. Le graphique complémentaire indiquant la courbe des prix des céréales et du textile en France des années 1848 à 1914,

⁹ Dans le cadre des limites imposées par un article il est difficile de s'étendre longuement sur ce point. Je le fais dans une étude plus importante, *The Alliance of Cotton and Wheat. Origins of the New Conservatism of the Third Republic, 1860–1914*, spécialement l'introduction et les chapitres I–II. A paraître prochainement.

Courbes des Prix des Céréales et du Textile 1848-1914

Source: Maurice LÉVY-LEBOYER, *L'héritage de Simiand: prix, profit et termes d'échange au XIX^e siècle*, *Revue Historique* jan. 1970 (243), pp. 108-11. 1880 = 100.

montre bien comment, avec cette dépression, naquit une nouvelle espèce de cycle économique.

D'autres crises cycliques en France et dans d'autres pays européens avaient déjà eu la tendance à se produire à la suite de récoltes insuffisantes – généralement celles des céréales – qui réduisaient de telle manière le pouvoir d'achat des paysans que les fabricants des villes se retrouvaient avec trop de marchandises et trop peu de clients. Ainsi, dans les soixante – quinze premières années du dix-neuvième siècle, les mauvaises récoltes périodiques s'associèrent à une surproduction relative de produits manufacturés pour produire les fluctuations classiques, liées aux conditions météorologiques, de l'économie dans son ensemble¹⁰.

10 Hans ROSENBERG, *Grosse Depression und Bismarckzeit. Wirtschaftsablauf, Gesellschaft und Politik in Mitteleuropa*, Berlin 1967; François CARON et Jean BOUVIER, *Les Indices majeurs*, dans: *Histoire économique et sociale de la France*, Paris 1979, 5/1, pp. 128-137; Jean BOUVIER, *Mouvement ouvrier et conjonctures économiques*, dans: *Le Mouvement social* (juillet/septembre 1964); M. LÉVY-LEBOYER, *L'héritage de Simiand*, dans: *Revue historique* 243 (1971) pp. 77-120; idem, *La Croissance économique en France au XIX^e siècle. Résultats préliminaires*, dans: *Annales* 23 (1968) pp. 788-807; Jean LESCURE,

En temps normal également, comme le montre le graphique, les rythmes de la prospérité et de la misère dans l'agriculture ne suivaient pas ceux de la production industrielle. La détresse des cultivateurs, causée par exemple par une moisson abondante et vendue à bas prix, profitait à la fois aux ouvriers des villes et leurs employeurs, leur fournissant de la nourriture à bon marché et réduisant ainsi les tensions sur le problème des salaires. On peut retracer les relations difficiles, souvent antagonistes, entre producteurs appartenant à l'aristocratie et industriels de la modernisation presque tout au long du dix-neuvième siècle selon les fortunes contraires que leur octroyèrent les fluctuations économiques pendant la presque totalité du siècle.

A la fin des années soixante – dix, le cycle ancien avait fait place à un cycle de modernisation. Dix ans plus tard, comme-on-le voit, ce nouveau rythme dominait complètement l'activité économique, et les prix agricoles et industriels montaient et baissaient parallèlement. L'économie française était enfin entrée dans l'âge adulte. D'abord l'expansion du réseau ferroviaire, puis l'alphabétisation, avaient donné naissance au marché national dont les hommes d'affaires de province et les agriculteurs qui commercialisaient leurs produits avaient besoin pour prospérer. Au même moment, une compétition internationale accrue renforça les accords qui se tissaient à l'intérieur du pays et encouragea les producteurs en détresse et les industriels à renoncer aux querelles économiques et politiques du passé afin de réfléchir ensemble à ce qu'il fallait faire. Mis en danger sur le plan économique, les producteurs de vin ordinaire, de bétail, de blé et de sucre de betterave, ainsi que les fabricants de produits industriels et textiles aux abois, comprirent la nécessité de former des coalitions à la poursuite d'intérêts communs, aidés en cela par les fortunes ou infortunes identiques qui étaient les leurs sur le plan économique. La crise politique quasi permanente qui avait paralysé la jeune République de sa naissance à 1889 leur suggérait que la coalition devait être créée pour durer. Et le sentiment d'urgence qui agitait les négociateurs de la coalition, finalement en voie d'élaboration, fut exacerbé par une gauche paysanne qui refaisait surface et par l'émergence d'une nouvelle classe ouvrière politiquement active dans les provinces. Les partenaires potentiels eurent à confronter la question sociale dans sa modernité.

Cette question revêtit deux aspects étroitement liés, l'un urbain, l'autre rural. Un certain type de lutte apparut dans les villes industrielles et dans les grandes centres. Le grave problème qui se posait aux propriétaires d'usines et aux producteurs clairvoyants venait des progrès de l'activité politique et de l'organisation des ouvriers qui travaillaient précisément, par un malveillant coup du sort, dans les industries les plus rudement touchées à la fois par la dépression et par les incursions des producteurs étrangers. Les pressions ouvrières pour obtenir des augmentations salariales, ou la résistance des ouvriers aux tentatives d'abaissement des salaires ou d'augmentation de la productivité – selon la conjoncture économique – les contrariaient beaucoup. Leurs ouvriers les tenaient en échec sur le plan économique; les concurrents étrangers qui s'infiltraient sur le marché les mettaient en péril. La concurrence étrangère, croyaient-

Les Crises générales et périodiques de surproduction, 3^{ème} éd., Paris 1923, particulièrement pp. 60–118, 449–55; François CROUZET, Essai de construction d'un indice annuel de la production industrielle française au XIX^e siècle, dans: *Annales* 25 (1970) pp. 56–99; Ernest LABROUSSE, A livre ouvert sur les élans et les vicissitudes des croissances, dans: *Histoire économique et sociale* 3/2, pp. 961–1024.

ils, réduisait les profits comme le faisaient les hausses de salaire exigées par leurs employés remuants. A l'inverse, des importations étrangères réduites permettraient de plus hauts profits qui rendraient possible des augmentations de salaire. Pragmatiques, ces hommes appliquaient de façon rudimentaire les thèses de David Ricardo sur la valeur du travail. L'étau qui enserrait leurs marges bénéficiaires comprenait deux mâchoires: d'un côté le coût des salaires, de l'autre la concurrence étrangère¹¹. Les élections de 1893 »ne se firent pas pour ou contre la République«, selon Jean-Marie Mayeur, »ni pour ou contre le cléricisme, mais sur la »question sociale«¹².

L'autre aspect de la question sociale, encore peu important en 1890, il est vrai, eut son origine dans les campagnes. L'abandon continu de la terre infligeait aux producteurs à la fois un manque de main-d'œuvre et des revendications salariales de la part des ouvriers agricoles. Quand d'authentiques paysans se mirent à quitter la terre pendant la dépression, leur défection revint en fait à voter contre les grands agriculteurs. De plus, l'apparition soudaine de syndicats paysans autonomes, lors des grèves des paysans-bûcherons qui suivirent 1891 par exemple, et le succès de l'agitation socialiste dans leurs rangs (si bien que des régions rurales du sud se mirent à envoyer des députés socialistes à la Chambre) poussèrent les messieurs à titre de noblesse qui composaient la Société des Agriculteurs à redoubler des efforts pour organiser »leurs propres paysans« dans des syndicats agricoles¹³. Ils considéraient leur entreprise de conservation sociale comme si importante – sans oublier le maintien des

11 Archives Nationales C³³²⁹ Enquête sur la crise économique et sur la situation industrielle, commerciale et agricole en France, 1884. Ma synthèse repose particulièrement sur les Réponses des Chambres de Commerce de Bordeaux, Saint Quentin, Nancy, Chalon sur Saône, Autun, Louhans, et Lille. Le débat sur le rôle des coûts de la main d'œuvre dans l'étiologie de la dépression entre le Sénateur Claude, industriel du textile, protectionniste, et ami de Jules Méline, et Paul Brousse, le leader socialiste, durant les audiences relatives à l'enquête, se trouve dans les Procès-verbaux des sessions du 1^{er} avril 1884 (p. 343) et du 8 mai 1884 (pp. 141–50).

12 Jean-Marie MAYEUR, *Les Début de la III^{ème} République, 1871–1898*, Paris 1973 (Nouvelle Histoire de la France contemporaine 10) p. 209.

13 A la suite de la grève des bûcherons, la Société des Agriculteurs demanda à Urbain Guérin, fonctionnaire du Musée Social et le plus important sociologue Le Playien, de mener pour elle une enquête sur la situation des journaliers agricoles. Son rapport reproduisit des réponses alarmantes de dirigeants ruraux sur les »ravages produits par le cabaret – en particulier l'alcoolisme« et »l'action socialiste«, deux problèmes qu'il qualifia dans son rapport comme étant des genres de maladies sociales. Le rapport de Guérin se trouve dans le Bulletin de la Société des Agriculteurs de France 25 (1894) pp. 235–42, supplément 26 (1895), pp. 150–53. Après la percée socialiste de 1893 à la Chambre (49 sièges gagnés), Emile Cheyson, un autre conservateur Le Playien rallia les forces de l'ordre: »Le terrain est favorable pour monter une défensive, et l'on peut avec de l'entente et de l'énergie endiguer le flot montant qui a submergé les villes, mais dont il est encore temps de préserver les campagnes.« *La Lutte des classes*, Paris 1983, p. 23. La même année, le Comte de ROCQUIGNY dans son ouvrage *Les Syndicats agricoles et le socialisme agraire*, Paris 1893, pp. 55, 334, écrivait qu'il était sûr que leur propagande à la campagne ne profiterait pas aux socialistes car »la ligue anti-socialiste formée par nos syndicats agricoles sauvera les paysans des trompeurs socialistes.« M. Le Trésor de la Rocque, Président de l'Union Centrale des Syndicats des Agriculteurs de France fit écho aux sentiments de ce dernier dans une Préface (p. xii). L'important débat déclenché par Eugen WEBER dans son article *Comment la Politique vint aux Paysans: A Second Look at Peasant Politicization*, dans: *American Historical Review* 87 (1982), p. 359 devra être résolu sur la base d'études plus nombreuses sur le plan local et national que nous n'en possédons à l'heure actuelle. Plutôt que de prendre position sur les questions complexes soulevées par le Professeur Weber et d'autres participants du débat, je vise dans mes commentaires à évaluer seulement les implications nationales et politiques concernant les craintes des exploitants et l'impact initial de l'entrée des paysans dans la vie publique de la Troisième République.

fermages et de leurs revenus – qu'ils étaient décidés à accepter jusqu'à l'aide de républicains impies. En ce concentrant sur une « idéologie agrarienne » envahissante, Pierre Barral, dans son livre *Les Agrariens français de Méline à Pisani*, a éloigné notre attention non seulement de ces importantes fissures sociales qui apparurent dans les campagnes mais aussi des travaux de collaboration et des alliances passées entre producteurs et industriels¹⁴.

Au cours des années 1880 et 1890, avec une assiduité et une bienveillance accrues, les industriels membres de l'Association de l'Industrie Française, protectionnistes et à forte majorité républicaines, payèrent des visites de courtoisie à la Société des Agriculteurs et y prirent la parole. La Société des Agriculteurs de France (SAF) que les contemporains appelaient « la société des ducs », était composée en majorité de monarchistes. Les membres de la SAF prirent part à leur tour aux réunions des industriels. De leur union naquit la campagne réussie en faveur des nouveaux tarifs protectionnistes au début des années 1880, puis l'instauration complète des tarifs douaniers en 1892 plus connue sous le nom des tarifs douaniers Méline¹⁵.

Pourquoi choisirent-ils les tarifs douaniers comme l'instrument de leur politique? Parce que si la France ne s'était pas débarrassée du libre-échange, comme l'écrivait dans son éditorial « Le Travail National », l'un des journaux qui exprimaient les vues de Méline, ses fermiers auraient dû quitter la terre et ses ouvriers auraient perdu leur emplois. « Et c'est précisément pour éviter cette catastrophe », poursuivait l'auteur, « que le protectionnisme a sa raison d'être, et c'est parce que nous vivons sous un gouvernement démocratique qu'il faut protéger ceux qui produisent et travaillent, c'est-à-dire, l'immense majorité de la nation. *Le protectionnisme est encore le meilleur préservatif contre le socialisme et l'anarchisme* »¹⁶.

Dénouons un moment les fils de ce raisonnement. Si le travail était à l'origine de la valeur des marchandises, et si les salaires et les profits étaient inversement proportionnels et interdépendants – car telles étaient les orthodoxies de l'époque – alors, seule une hausse des ventes pourrait bénéficier à la fois à l'ouvrier et à l'employeur. Mais une autre orthodoxie de l'époque affirmait que la dépression économique résultait d'une certaine combinaison de la surproduction de la sous-consommation¹⁷. Dans les années 1880 et 1890, industriels et producteurs furent cernés par de puissants concurrents et paralysés par la chute du pouvoir d'achat des paysans. Un marché colonial développé leur faisait défaut. Aussi désespéraient-ils de mettre un terme à la dépression par un accroissement des ventes. A l'intérieur du pays, les efforts pour augmenter la productivité des travailleurs au moyen d'investissements de capitaux, d'accélération

14 Pierre BARRAL, *Les Agrariens français de Méline à Pisani*, Paris 1968 (Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques 164). Pour une critique de l'insensibilité de Barral vis-à-vis des conflits sociaux à la campagne, voir Philippe GRATTON, *Les Luttes des classes dans les campagnes*, Paris 1971.

15 SMITH (voir n. 3), pp. 196 ff.

16 *Travail National*, 10 février 1895, pp. 83–84.

17 Voir l'excellente étude sur l'histoire de la théorie de la crise par Michael BLEANEY, *Underconsumption Theories: A Historical and Critical Analysis*, New York 1976, pp. 9–21, et spécialement la section sur Sismondi, pp. 62–79. Jacques Dagneu de l'Université Laval à Québec a fort justement attiré mon attention sur la difficulté qu'il y a à définir « avec précision la connaissance en matière économique de l'homme d'affaires » moyen. Sa propre recherche sur cette période suggère toutefois que ces derniers ont pris en considération la surproduction et le ralentissement de la demande dans le secteur agricole de leur marché. Lettre privée à l'auteur en date du 14 mai 1981.

des cadences, d'une discipline de travail accrue, d'une politique paternaliste et enfin par l'appel à l'armée, s'étaient trop souvent écroulés devant la résistance de fer des ouvriers. Les industriels de Roubaix, désespérés, réintroduisirent le travail des enfants à la fin du siècle.

Les tarifs douaniers promettaient de stabiliser les industries existantes, d'augmenter des prix et des profits et de permettre des concessions afin de pacifier la nouvelle classe ouvrière de plus en plus combattive. En conséquence, ces tarifs douaniers offraient aux industriels et aux producteurs une solution politique idéale aux problèmes sociaux de plus en plus cruciaux. Ne pouvant leurs offrir des réformes, les industriels offraient à leurs employés la sûreté de l'emploi et une paie régulière. Les grands producteurs offraient aux paysans l'illusion qu'ils les protégeaient ainsi que leur autorité morale. La politique des tarifs douaniers en France, comme dans d'autres pays, fut par conséquent une politique sociale. Il ne s'agissait pas là toutefois que d'un conservatisme social destiné à neutraliser l'agitation, mais bien d'un regard lucide sur le passé, car ce conservatisme rassemblait ainsi pour la défense des intérêts communs, industriels et producteurs, républicains et monarchistes, au moment le plus dangereux de la vie politique française et de son développement économique.

La prise de conscience d'inquiétudes communes, à la fois économiques et sociales, parvint à convaincre les partenaires du protectionnisme à tenter d'autres formes de collaboration. Industriels Opportunistes et Conservateurs catholiques s'unirent pour favoriser une nouvelle expansion de l'empire colonial, les uns pour trouver de nouveaux marchés afin d'écouler le surplus de leurs produits manufacturés, déclenché par la dépression, les autres pour repeupler l'Eglise de catholiques africains et asiatiques afin de remplacer les ouvriers et les paysans incroyants de la France métropolitaine.

Les espoirs portés sur le Ralliement naquirent aussi de la bonne volonté engendrée par la lutte commune sur la protection des tarifs douaniers. Les ex-monarchistes qui se rallièrent à la République, comme s'il avançaient un pion aux échecs, étaient issus des cercles d'affaires et de producteurs agricoles qui avaient besoin de protection économique pour parer aux défis à la fois étrangers et intérieurs.

Dans son superbe livre *The Making of the English Working Class*, Edward Thompson a décrit comment la classe ouvrière anglaise *s'est créée* en entrant en conflit avec une classe moyenne industrielle naissante. Dans la France de la fin du dix-neuvième siècle, et je crois qu'on peut l'affirmer dans l'Allemagne et l'Italie du dix-neuvième siècle, des luttes en faveur de nouvelles politiques commerciales signalèrent l'imminence de luttes plus importantes émanant d'un nouveau bloc dirigeant en formation face à la résistance aussi bien des membres intransigeants de l'ancien régime que de leurs propres classes inférieures. Ce qui rendit leurs efforts à la fois plus difficiles et pourtant plus urgents fut le défi lancé dans les années de la Grande Dépression par d'autres blocs hégémoniques politiquement et économiquement mieux soudés, à l'extérieur de la France.

Notre culture utilise les grands moments de la vie des individus pour raffermir le tissu social, par exemple les mariages et les enterrements affirment ou confirment l'identité sociale. Le premier Président de l'Association de l'Industrie Française, association en faveur du protectionnisme, Paul Acloque, maître de forge dans l'Ariège, mourut au début de l'année 1893, peu après le vote triomphal des tarifs

douaniers. Ceux qui tenaient les cordons du drap mortuaire à ses obsèques attestent de la consolidation d'un nouveau bloc dirigeant qui avait sauvé l'économie et sauverait aussi la Troisième République conservatrice. Il s'agissait du Général Begin, Inspecteur-Général de l'infanterie de marine; de Jules Méline, député, rapporteur à la Chambre de la commission sur les tarifs douaniers; de la Germonière, Vice-Président de la Société des Agriculteurs; du Baron François Reille, député conservateur et Rallié, Président du Comité des Forges; de Teissonnière, autre Vice-Président de la Société des Agriculteurs; du Tambour de la Maison Rothschild; Marc de Haut, de la Société des Agriculteurs nommé pour effectuer la liaison avec l'organisation des industriels; du Général Laffitte de Canson et enfin de Jules Domergue, directeur du principal périodique protectionniste, »La Réforme Economique«¹⁸.

Cette alliance fut chapeautée au plan politique en 1896 avec les débuts du Ministère de pacification nationale, dirigé par Méline et qui dura deux ans. Même l'explosion des conflits à propos de l'Affaire Dreyfus, qui atteint à la fois les Opportunistes et l'Eglise, et força Méline à démissionner, ne parvint à rompre cette alliance en faveur d'une république conservatrice. En 1910, des députés du Parti Radical rehaussèrent encore les barrières commerciales instaurées en 1892; l'union conservatrice avait amené dans ses rangs des membres du Parti Radical et des radical-socialistes. Ayant ainsi construit l'armature du conservatisme social, les républicains Opportunistes et leurs alliés chez les notables passèrent à d'autres les rênes du pouvoir dans la France républicaine. La coalition dirigeante formée, à la fin des années quatre – vingt – dix s'assurerait que les politiciens du Parti Radical ne porteraient pas atteinte à la hiérarchie sociale et à l'économie, quelques fussent les libertés qu'ils prenaient à harceler le Clergé. L'Affaire Dreyfus marqua le passage des Radicaux au pouvoir, mais elle n'atteint pas gravement le conservatisme républicain nouvellement forgé¹⁹. Celui-ci allait maintenir son influence sur la vie française pour les décades à venir.

18 Travail National, 26 mars 1893.

19 Comme le perspicace Antonio GRAMSCI l'a dit, avec plus de lucidité qu'élégance littéraire, »Des éléments du bloc social dominant lui-même ont contrecarré le césarisme de la partie réactionnaire du même bloc.« Sélections tirées des Prison Notebooks, New York 1971, p. 223. C'est du riche ouvrage de Nicos POULANTZAS, Pouvoir politique et classes sociales, Paris 1970, pp. 187-94, que je tire la distinction entre le pouvoir régnant et l'autorité gouvernante. Nous différons en ce qu'il a fait remonter les origines de la séparation entre ceux qui gouvernèrent la France et ceux qui y régnèrent à la Révolution française; je pense que la bifurcation a eu lieu à la fin des années 1800 avec le remplacement des Opportunistes/Progressistes par les Radicaux et les Radicaux-Socialistes constituant les principaux partis du gouvernement. Voir l'Epilogue de mon ouvrage *The Alliance of Cotton and Wheat*.